



Obscurantistes et irrespectueux de leurs ancêtres, les islamistes ont détruit des mausolées pluri-centenaires à Tombouctou et dans ses environs. En médaillon, Samir Amin.

D. R.

France-Mali: enjeux et limites

Par Samir Amin

Je suis de ceux qui condamnent par principe toute intervention militaire des puissances occidentales dans les pays du Sud, ces interventions étant par nature soumises aux exigences du déploiement

du contrôle de la planète par le capital des monopoles dominant le système.

L'intervention française au Mali est-elle l'exception à la règle? Oui et non. C'est la raison pour laquelle j'appelle à la soutenir, sans néanmoins penser le moins du monde

qu'elle apportera la réponse qu'il faut à la dégradation continue des conditions politiques, sociales et économiques non seulement du Mali, mais de l'ensemble des pays de la région, laquelle est elle-même le produit des politiques néo-libérales toujours à l'œuvre, comme elle est à l'ori- ➤

gine de l'implantation de l'islam politique dans la région, conforté par le soutien actif du Golfe wahhabite.

► **L'islam politique réactionnaire** ⁽¹⁾

L'islam politique – au-delà de la variété apparente de ses expressions – n'est pas un « mouvement de renaissance de la foi religieuse » (que celle-ci plaise ou non), mais une force politique archi-réactionnaire qui condamne les peuples. Ils sont les victimes éventuelles de l'exercice de son pouvoir à la régression sur tous les plans, les rendant par là même incapables de répondre positivement aux défis auxquels ils sont confrontés. Ce pouvoir ne constitue pas un frein à la poursuite du processus de dégradation et de paupérisation en cours depuis trois décennies. Au contraire, il en accentue le mouvement, dont il se nourrit.

Le soutien systématique apporté par les puissances occidentales à l'islam politique réactionnaire a été et demeure l'une des raisons majeures des « succès » qu'il a enregistrés : les taliban d'Afghanistan, le Front islamique du salut (Fis) en Algérie, les « islamistes » en Somalie, et à ceux de Turquie, d'Égypte, de Tunisie et d'ailleurs ont tous bénéficié de ce soutien à un moment décisif pour leur saisie du pouvoir local. Aucune des composantes dites modérées de l'islam politique ne s'est jamais dissociée véritablement des auteurs d'actes terroristes de leurs composantes dites « salafistes ». Ils ont tous bénéficié et continuent à bénéficier de l'exil dans les pays du Golfe, lorsque nécessaire. En Libye hier, en Syrie encore aujourd'hui, ils continuent à être soutenus par ces mêmes puissances. En même temps, les exactions et les crimes qu'ils commettent sont parfaitement intégrés dans le discours d'accompagnement de la stratégie fondée sur leur soutien : ils permettent de donner de la crédibilité à la thèse d'une « guerre des civilisations » qui facilite le ralliement « consensuel » des peuples des « démocraties » occidentales au projet global du capital des monopoles. Les deux discours – la démocratie et la guerre au terrorisme – se complètent mutuellement dans cette stratégie.

Il faut une bonne dose de naïveté pour croire que l'islam politique de

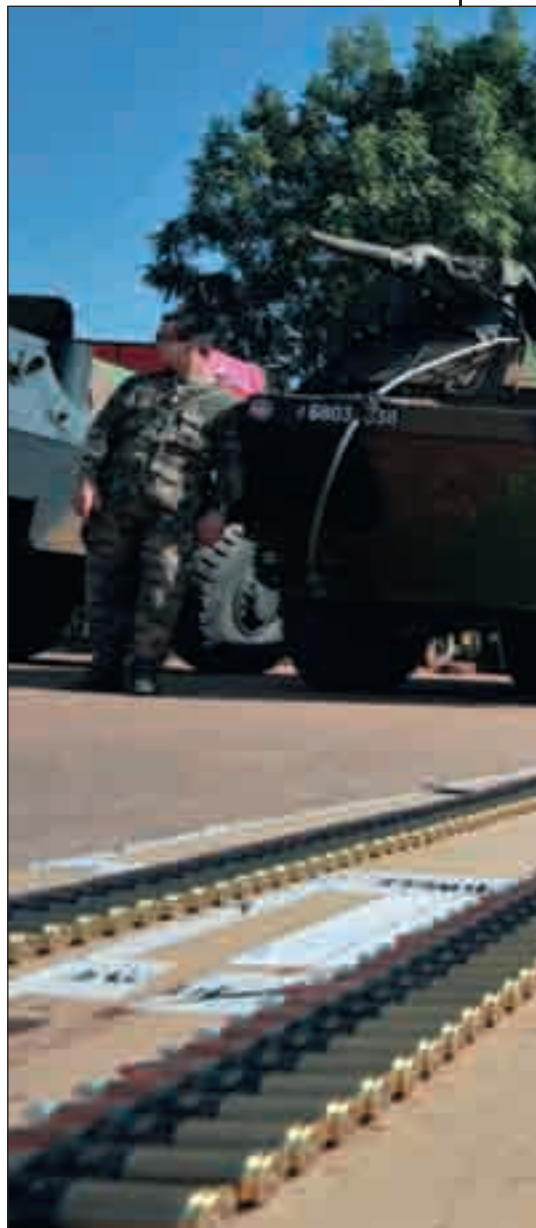
certains – qualifié à ce titre de « modéré » – serait soluble dans la démocratie. Il y a certes partage des tâches entre ceux-ci et les « salafistes » qui les déborderaient, dit-on, avec une fausse naïveté par leurs excès fanatiques, criminels, voire terroristes. Mais leur projet est commun – une théocratie archaïque par définition aux antipodes de la démocratie même minimale.

► **Le Sahelistan, un projet au service de quels intérêts ?**

De Gaulle avait caressé le projet d'un « Grand Sahara français ». Mais la ténacité du FLN algérien et la radicalisation du Mali de l'Union soudanaise de Modibo Keita ont fait échouer le projet, définitivement à partir de 1962-1963. S'il y a peut-être quelques nostalgiques du projet à Paris, je ne crois pas qu'ils soient en mesure de convaincre des politiciens dotés d'une intelligence normale de la possibilité de le ressusciter.

En fait, le projet de Sahelistan n'est pas celui de la France – même si Sarkozy s'y était rallié. Il est celui de la nébuleuse constituée par l'islam politique en question.

Le Sahelistan « islamique » permettrait la création d'un grand État couvrant une bonne partie du Sahara malien, mauritanien, nigérien et algérien doté de ressources minérales importantes : uranium, pétrole et gaz. Ces ressources ne seraient pas ouvertes principalement à la France, mais en premier lieu aux puissances dominantes. Ce « royaume », à l'image de ce qu'est l'Arabie Saoudite et les émirats du Golfe, pourrait aisément « acheter » le soutien de sa population clairsemée, et ses émirs transformer en fortunes personnelles fabuleuses la fraction de la rente qui leur serait laissée. Le Golfe reste, pour les grandes puissances, le modèle du meilleur allié/serviteur utile, en dépit du caractère farouchement archaïque et esclavagiste de sa gestion sociale – je dirais grâce à ce caractère. Les pouvoirs en place dans le Sahelistan s'abstiendraient de poursuivre des actions de terrorisme



sur leur territoire, sans pour autant s'interdire de les soutenir éventuellement ailleurs.

La France, qui était parvenue à sauvegarder du projet du Grand Sahara le contrôle du Niger et de son uranium, n'occuperait plus qu'une place secondaire dans le Sahelistan ⁽²⁾.

Il revient à François Hollande – et c'est tout à son honneur – de l'avoir compris et refusé. On ne devrait pas s'étonner de voir que l'intervention qu'il a décidée ait été immédiatement

**IL FAUT UNE BONNE DOSE DE NAÏVÉTÉ POUR CROIRE
QUE L'ISLAM POLITIQUE SERAIT SOLUBLE DANS LA DÉMOCRATIE.**



AFP / Issouf Sanogo

Les militaires français, à peine arrivés à Bamako, se sont préparés à des opérations longues et brutales dans les sables du Sahara.

soutenue par Alger et quelques autres pays pourtant non classés par Paris comme des « amis ». Le pouvoir algérien a démontré sa parfaite lucidité : il sait que l'objectif du Sahelistan vise également le Sud algérien et pas seulement le Nord du Mali ⁽³⁾. On ne devrait pas davantage s'étonner que les « alliés de la France » – les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, sans parler de l'Arabie Saoudite et du Qatar – sont en réalité hostiles à cette intervention, qu'ils n'ont acceptée du bout des lèvres que parce qu'ils ont été mis devant le fait accompli – la décision de François Hollande. Mais ils ne seraient

pas mécontents de voir l'opération s'enliser et échouer. Cela redonnerait de la vigueur à la reprise du projet du Sahelistan.

► Gagner la guerre du Sahara

Je suis donc de ceux qui souhaitent et espèrent que la guerre du Sahara sera gagnée, ces islamistes éradiqués dans la région (Mali et Algérie en particulier), le Mali restauré dans ses frontières. Cette victoire est la condition nécessaire incontournable, mais est loin d'être la condition suffisante, pour une reconstruction ultérieure de l'État et de la société du Mali.

Cette guerre sera longue, coûteuse et pénible et son issue reste incertaine. La victoire exige que soient réunies certaines conditions. Il faudrait en effet non seulement que les forces armées françaises n'abandonnent pas le terrain avant la victoire, mais encore qu'une armée malienne digne de ce nom soit reconstituée rapidement. Car il faut savoir que l'intervention militaire des autres pays africains ne pourra pas constituer l'élément décisif de la victoire.

La reconstruction de l'armée malienne relève du tout à fait faisable. Le Mali de Modibo Keita était par- ➔

Réflexions sur une guerre

« Qu'est-ce qui a fait que ce pays, le Mali, que l'on disait démocratique, a connu un tel enrôlement de jeunes dans le combat armé, le djihad ? », se demande Rony Brauman, ancien président des Médecins sans frontières, dans une interview à la revue *Politis* ⁽¹⁾. « On trouve des explications dans l'appauvrissement de la population, la corruption, l'autoritarisme et la prise de pouvoir de militaires qui, après un coup d'État, ont une très faible légitimité dans le pays », affirme-t-il. En rappelant les exemples d'interventions militaires antérieures qui n'ont pas, loin s'en faut, atteint les buts recherchés – la déroute de l'armée ou des mouvements ennemis, tels l'Otan en Afghanistan, ou l'intervention française au Rwanda en 1990 (contre l'avancée du FPR) –, Brauman souligne combien, dans ces conditions, le redressement politique et économique promis peut être un leurre.

« La question touarègue, celles de la gouvernance en général et de l'effondrement de l'État sont des problèmes éminemment politiques que les Mirage et les Rafale sont impuissants à traiter. L'illusion du traitement par les armes de la question que l'on appelle, à tort ou à raison, "terroriste" dans son ensemble reste très vivace. C'est cela qu'il faut combattre. Cela ne veut pas dire que les armes ne servent à rien, mais on leur prête ici de nouveau des vertus qu'elles n'ont démontrées nulle part ailleurs. Si l'objectif principal – arrêter la marche vers Bamako – a été atteint, la logique serait de s'arrêter là et de commencer à favoriser des pourparlers. »

Roland Marchal, chargé de recherches au CNRS, donne sa définition de la nature exacte du conflit dans une interview au journal français *Les Échos* ⁽²⁾ : « C'est une situation que l'on a vu venir, que la crise libyenne de 2011 n'a fait qu'accélérer, a-t-il déclaré. À partir de 2007, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a montré le visage d'une organisation disposant d'une forte expérience militaire, résultat de la guerre civile en Algérie, doublée de moyens économiques substantiels. Or l'Occident a très vite réduit sa vision de ce groupe à des bandes qui protégeaient des trafics et étaient intéressées principalement par le gain sans voir leur agenda politique. »

Le chercheur français considère qu'on n'a pas sérieusement essayé de comprendre « pourquoi et comment » ces groupes, parfois en conflit entre eux, ont pu s'enraciner dans le Nord du Mali, un territoire plus grand que la France. Et de préciser : « Le problème aujourd'hui est simple : la confrontation militaire ne détruit pas les dynamiques de soutien dont les djihadistes bénéficient. Ce sont ces ressorts qu'il faut à présent casser. Sans quoi, gagner la guerre n'aura aucune signification. Pire, elle pourrait susciter de nouvelles résistances ou faire naître de nouveaux combattants. » ■

⁽¹⁾ *Politis* 18, janvier, propos recueillis par Lena Bjurström et Denis Sieffert.

⁽²⁾ *Les Échos*, 17 janvier, propos recueillis par Michel de Grandi.

venu à construire une force armée compétente et dévouée à la nation, suffisante pour dissuader les agresseurs comme le sont les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) aujourd'hui. Cette force armée a été systématiquement détruite par la dictature de Moussa Traoré et n'a pas été reconstruite par ses successeurs. Mais le peuple malien ayant pleine conscience que son pays a le devoir d'être armé, la reconstruction de son armée bénéficie d'un terrain favorable. L'obstacle est financier : recruter des

milliers de soldats et les équiper n'est pas à la portée des moyens actuels du pays, et ni les États africains ni l'Onu ne consentiront à pallier cette misère. La France doit comprendre que le seul moyen qui permettra la victoire l'oblige à le faire. L'enlèvement et la défaite ne seraient pas seulement une catastrophe

pour les peuples africains, ils le seraient tout autant pour la France. La victoire constituerait un moyen important de restauration de la place de la France dans le concert des nations, au-delà même de l'Europe.

Il n'y a pas beaucoup à attendre des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Les gardes prétoriennes de la plupart de ces pays n'ont d'armée que le nom. Certes le Nigeria dispose de forces nombreuses et équipées, malheureusement peu disciplinées, c'est le moins qu'on puisse dire. Le Sénégal dispose également d'une force militaire compétente et de surcroît disciplinée, mais petite, à l'échelle du pays. Plus loin en Afrique, l'Angola et l'Afrique du Sud pourraient apporter des appuis efficaces. Mais leur éloignement géographique, et peut-être d'autres considérations, fait courir le risque qu'ils n'en voient pas l'intérêt.

Un engagement de la France ferme, déterminé et pour toute la durée nécessaire implique que la diplomatie de Paris comprenne qu'il lui faut prendre des distances à l'égard de ses coéquipiers de l'Otan et de l'Europe. Cette partie est loin d'être gagnée, et rien n'indique pour le moment que le gouvernement de François Hollande soit capable de l'oser.

► Gagner la bataille diplomatique

Le conflit visible entre les objectifs honorables de l'intervention française au Mali et la poursuite de la ligne diplomatique actuelle de Paris deviendra rapidement intolérable. La France ne peut pas combattre les « islamistes » à Tombouctou et les soutenir à Alep !

La diplomatie française, accrochée à l'Otan et à l'Union européenne, partage la responsabilité de ses alliés dans les succès de l'islam politique réactionnaire. Elle en a fourni la preuve éclatante dans l'aventure libyenne, dont le seul résultat a été (et cela était prévisible et certainement voulu, au moins par Washington) non pas de libérer le peuple libyen de Kadhafi (un pitre plus qu'un dictateur), mais de détruire la Libye, devenue terre d'opération de seigneurs de guerre, directement à l'ori-

LE GOLFE RESTE, POUR LES PUISSANCES OCCIDENTALES,
LE MODÈLE DU MEILLEUR ALLIÉ/SERVITEUR UTILE.



« Il n'y a de Dieu que Dieu », proclame le bandeau de ces djihadistes, ce que personne ne leur conteste. En revanche, nul ne peut accepter la loi des Kalachnikovs, ni leur théocratie archaïque et la violence de leur programme.

gine du renforcement d'Aqmi au Mali.

Car l'hydre de l'islam politique réactionnaire recrute autant dans les milieux du grand banditisme que chez les fous de Dieu. Au-delà du djihad, leurs émirs – qui s'autoproclament les défenseurs intransigeants de la foi – s'enrichissent du trafic de la drogue (les taliban, Aqmi), des armes (les seigneurs de guerre libyens), de la prostitution (les Kosovars).

Or la diplomatie française, jusqu'à ce jour, soutient les mêmes, en Syrie par exemple. Les médias français donnent crédit aux communiqués du prétendu Observatoire syrien des droits de l'homme, une officine connue pour être celle des Frères musulmans, fondée par Ryad el-Maleh, soutenue par la CIA et les services britanniques. Autant faire crédit aux communiqués

d'Ansar Eddine ! La France tolère que la soi-disant Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution soit présidée par le Cheikh Ahmad el-Khatib choisi par Washington, Frère musulman et auteur de l'incendie du quartier de Douma à Damas.

Je serais surpris (mais la surprise serait agréable) que François Hollande ose renverser la table, comme de Gaulle l'avait fait (sortir de l'Otan, pratiquer en Europe la politique de la chaise vide). On ne lui demande pas d'en faire autant, mais seulement d'infléchir ses relations diplomatiques dans le sens exigé par la poursuite de l'action au Mali, de comprendre que la France compte plus d'adversaires dans le camp de ses « alliés » que dans celui de ses « ennemis » ! Cela ne serait pas la première fois qu'il en serait ainsi

lorsque deux camps s'affrontent sur le terrain diplomatique.

► Reconstruire le Mali

La reconstruction du Mali ne peut être que l'œuvre des Maliens. Encore serait-il souhaitable qu'on les y aide plutôt que d'ériger des barrières qui rendent impossible cette reconstruction.

Les ambitions « coloniales » françaises – faire du Mali un État client à l'image de quelques autres dans la région – ne sont peut-être pas absentes chez certains des responsables de la politique malienne de Paris. La Françafrique a toujours ses porte-parole. Mais elles ne constituent pas un danger réel, encore moins majeur. Un Mali reconstruit saura aussi affirmer – ou réaffirmer – rapidement son indépen- ➔

« Tout se jouera sur le plan social »

Jean-François Bayart, africaniste, chercheur au CNRS, spécialiste de sociologie historique comparée, a apporté un percutant éclairage sur la crise malienne ⁽¹⁾ dans la rubrique « Le grand débat » du journal *Le Monde*.

« Il est légitime de s'interroger sur la pertinence de l'opération Serval, que la France a déclenchée seule, contrairement à ce qu'affirmait vouloir François Hollande. Mais ce dernier n'a guère eu le choix, sauf à se résigner à la conquête de Bamako par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et ses alliés, sans être certain de pouvoir en évacuer à temps les quelque 6 000 Français et 1 000 Européens qui y résident. »

Jean-François Bayart prend le contre-pied des critiques au sujet de l'isolement de Paris : *« Dans les heures qui ont suivi le déclenchement de l'opération Serval, la France a obtenu le soutien de l'Union africaine, pourtant exaspérée par la guerre de Libye de 2011, l'appui logistique des États-Unis et de la Grande-Bretagne, l'approbation diplomatique plus ou moins chaleureuse de ses partenaires européens, de l'Afrique du Sud, de la Russie et de la Chine, l'envoi de premiers détachements ouest-africains et, chose plus inouïe encore, le quitus de l'Algérie, qui a ouvert son espace aérien aux avions français. »*

Il s'empresse cependant d'affirmer que *« l'intervention militaire ne suffira pas pour vaincre le djihadisme »*. *« Politiquement, le défi est plus redoutable encore. La classe dirigeante malienne s'est décomposée alors même qu'elle doit imaginer un nouveau modèle d'État-nation qui accorde au Nord une véritable autonomie et un large transfert de compétences, et qui parvienne à trouver un nouvel équilibre entre la laïcité de la République et l'islamisation croissante de la société »,* souligne-t-il.

C'est sur le terrain social, avertit-il, que tout se jouera : *« L'enjeu foncier est crucial, qu'exacerbent la dégradation de l'environnement et la désertification. Si le Mali présente une analogie avec l'Afghanistan, peut-être est-ce d'abord là qu'il faut la trouver. La guerre civile porte sur l'accès à la terre arable, les relations entre éleveurs et agriculteurs, la répartition de l'eau, l'investissement immobilier en ville. Ce que l'on nomme les conflits ethniques renvoie en réalité, le plus souvent, à des luttes agraires sur lesquelles se sont greffés les mouvements djihadistes. »*

La France, partenaire historique du Mali, premier pourvoyeur d'aide bilatérale, s'est pourtant interdite, depuis des décennies, toute réflexion approfondie sur des sujets qui fâchent et qui sont au cœur de la crise du Sahel : immigration, aide publique au développement, prohibition des narcotiques, constitution d'un système régional d'alliances militaires. Ainsi, insiste-t-il : *« Sous les effets de l'austérité budgétaire, de la lutte obsessionnelle contre les flux migratoires et de la priorité accordée à la construction européenne, les mécanismes d'arrimage, sinon d'intégration, entre Paris et le sous-continent se sont en partie corrodés pour laisser place à une gestion affairiste ou policière de leurs relations. »* ■

⁽¹⁾ « Mali, le choix raisonné de la France », *Le Monde*, le 23 janvier 2013.

dance. Par contre un Mali saccagé par l'islam politique réactionnaire serait incapable avant longtemps de conquérir une place honorable sur l'échiquier régional et mondial. Comme la Somalie, il risquerait d'être effacé de la liste des États souverains dignes de ce nom.

Le Mali avait, à l'époque de Modibo Keita, fait des avancées en direction du progrès économique et social comme

de son affirmation indépendante et de l'unité de ses composantes ethniques.

L'Union soudanaise était parvenue à unifier dans une même nation les Bam-

bara du Sud, les pêcheurs bozo, les paysans songhaï et les Bella de la vallée du Niger, de Mopti à Ansongo (on oublie aujourd'hui que la majorité des habitants du Nord du Mali n'est pas constituée par les Touaregs), et avait même fait accepter aux Touaregs l'affranchissement de leurs serfs bella. Il reste que, faute de moyens – et de volonté après la chute de Modibo –, les gouvernements de Bamako ont par la suite sacrifié les projets de développement du Nord. Certaines revendications des Touaregs sont de ce fait parfaitement légitimes. Alger, qui préconise de distinguer dans la rébellion les Touaregs (désormais marginalisés) avec lesquels il faut discuter des djihadistes venus d'ailleurs – souvent parfaitement racistes à l'égard des « Noirs » –, fait preuve de lucidité à cet endroit.

Les limites des réalisations du Mali de Modibo Keita, mais aussi l'hostilité des puissances occidentales (et de la France en particulier), sont à l'origine de la dérive du projet et finalement du succès de l'odieux coup d'État de Moussa Traoré, soutenu jusqu'au bout par Paris. Cette dictature porte la responsabilité de la décomposition de la société malienne, de sa paupérisation et de son impuissance. Le puissant mouvement de révolte du peuple malien parvenu, au prix de dizaines de milliers de victimes, à renverser la dictature, avait nourri de grands espoirs de renaissance du pays. Ces espoirs ont été déçus. Pourquoi ?

Le peuple malien bénéficie depuis la chute de Moussa Traoré de libertés démocratiques sans pareilles. Néanmoins cela ne semble avoir servi à rien : règnent des centaines de partis fantômes sans programme, des parlementaires élus impotents, la corruption généralisée. Des analystes dont l'esprit n'est toujours pas libéré des préjugés racistes s'empressent de conclure que ce peuple (comme les Africains en général) n'est pas mûr pour la démocratie ! On feint d'ignorer que la victoire des luttes du peuple malien a coïncidé avec l'offensive « néolibérale » qui a imposé à ce pays fragilisé à l'extrême un modèle de lumpen-déve-

**LA FRANCE COMPTE PLUS D'ADVERSAIRES DANS LE CAMP
DE SES « ALLIÉS » QUE DANS CELUI DE SES « ENNEMIS » !**

loppement préconisé par la Banque mondiale et soutenu par l'Europe et la France, générateur de régression sociale et économique et de paupérisation sans limites.

Ce sont ces politiques qui portent la responsabilité majeure de l'échec de la démocratie, décrédibilisée. Cette involution a créé ici comme ailleurs un terrain favorable à la montée de l'influence de l'islam politique réactionnaire (financé par le Golfe) non seulement dans le Nord du Mali, capturé par la suite par Aqmi, mais également à Bamako.

La décrépitude de l'État malien qui en a résulté est à l'origine de la crise

time » d'un pays ami. Mais alors, en quoi l'appel du chef de l'État syrien – incontestablement non moins légitime – au soutien de l'Iran et de la Russie est-il « inacceptable » ? Il appartient à Paris de corriger le tir et de revoir son langage.

Surtout, la reconstruction du Mali passe désormais par le rejet pur et simple des « solutions » libérales qui sont à l'origine de tous ses problèmes. Or, sur ce point fondamental, les concepts de Paris demeurent ceux qui ont cours à Washington, Londres et Berlin. Les concepts « d'aide au développement » de Paris ne sortent pas des litanies libérales dominantes ⁽⁴⁾. Rien

contre le projet d'État dit islamiste du Fis (soutenu à l'époque par les puissances occidentales au nom de la « démocratie » !), le combat contre l'hydre reste permanent, à mener sur deux terrains : la sécurité, la poursuite du progrès social qui est le seul moyen de tarir le terrain de recrutement des mouvements dits islamistes. Sans doute l'assassinat d'otages américains et britanniques contraind-il Washington et Londres à mieux comprendre qu'Alger a opéré comme il le fallait : aucune négociation n'est possible avec des tueurs. Je ne crois malheureusement pas qu'à plus long terme cette « bavure » des terroristes infléchisse le soutien des États-Unis et de la Grande-Bretagne à ce qu'ils continuent de qualifier d'islam politique « modéré » ! ■



Romane Olo Hien / AFP

Les islamistes du Mujao, ici à l'aéroport de Gao, avant d'en être chassés.

ayant conduit à la destitution du président Amani Toumani Touré – réfugié depuis au Sénégal –, au coup d'État irréflecté de Sanogo, puis à la mise sous tutelle du Mali par la « nomination » d'un président « provisoire » – dit de transition – par la Cedeao, dont la présidence est exercée par le président ivoirien Alassane Ouattara, dont la marge de manœuvre à l'intérieur de la Cedeao n'est pas à la hauteur de la situation. C'est ce président de transition, dont la légitimité est aux yeux des Maliens proche de zéro, qui a fait appel à l'intervention française. Ce fait affaiblit considérablement la force de l'argument de Paris, bien que diplomatiquement impeccable : la France a répondu à l'appel du chef d'État « légi-

d'autre. La France, même si elle gagnait la bataille du Sahara – ce que je souhaite –, reste mal placée pour contribuer à la reconstruction du Mali. L'échec, certain, permettrait alors aux faux amis de la France de prendre leur revanche.

Notes

Dans le souci de conserver à cet article sa brièveté et sa centralité sur la seule question malienne, j'ai écarté des développements sur les questions majeures adjacentes, réduites à des indications en notes de bas de page, évitant ainsi de longues digressions.

L'article ne traite pas de l'agression d'In Amenas. Les Algériens savaient que s'ils ont gagné la guerre majeure

⁽¹⁾ L'utilisation stratégique des mouvements en question, notamment depuis la guerre d'Afghanistan, par les forces du capitalisme/impérialisme dominant n'exclut pas les couacs. La mobilisation d'aventuriers « djihadistes » (« terroristes ») est le moyen incontournable par lequel l'islam politique réactionnaire peut imposer son pouvoir. Ces aventuriers sont évidemment enclins à la criminalité (le pillage, la prise d'otages, etc.). Il existe des analyses de l'islam politique réactionnaire (voir entre autres Samir Amin, *Le Monde arabe* dans la longue durée, 2010).

Voir également le chapitre consacré à l'islam politique réactionnaire dans *L'Implosion du capitaliste libéral*, par Samir Amin, 2012.

⁽²⁾ La France a maintenu son contrôle sur le Niger et son uranium par le moyen d'une politique « d'aide » à bon marché qui maintient le pays dans la pauvreté et l'impuissance. Voir note (4). Le projet du Sahelistan balaye les chances de la France de pouvoir maintenir son contrôle sur le Niger.

⁽³⁾ Faisant contraste avec la lucidité d'Alger, on constatera le silence du Maroc, dont la monarchie avait toujours exprimé ses revendications sur Tombouctou et Gao (villes « marocaines » !) dans des discours tonitruants répétés. Une explication de ce repli de Rabat reste à être donnée.

⁽⁴⁾ Yash Tandon (*En finir avec la dépendance de l'aide*, Cetim 2009) a démontré que « l'aide » associée à la conditionnalité commandée par le déploiement de la mondialisation libérale n'était pas un « remède », mais un poison. Dans l'introduction de cet ouvrage, j'en ai moi-même fourni un exemple, précisément celui du Niger.